

« RÉUSSIR AU CANADA »**EXPORTER, INVESTIR ET REPENDRE UNE ENTREPRISE****Lundi 16 février 2026****Intervention de clôture de M. Rémy POINTEREAU,****Président du groupe interparlementaire d'amitié France – Québec**

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Directeur général de Business France,

Chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Nous arrivons au terme de cette journée particulièrement dense et stimulante, consacrée au Canada : exporter, investir, reprendre une entreprise, mais plus largement penser l'avenir de notre relation avec un partenaire majeur dans un monde en profonde recomposition.

Avant toute chose, je souhaite adresser des remerciements très sincères à l'ensemble des intervenants de ce colloque pour la qualité de leurs analyses et de leurs témoignages. Je veux également saluer tout particulièrement les équipes de Business France, co-organisatrices de cette rencontre, pour leur engagement constant au service de nos entreprises et pour la réussite de cette journée.

Ce colloque a d'abord rappelé ce qui fonde la singularité de la relation franco-canadienne : des liens historiques, linguistiques, politiques et économiques profonds,

nourris par une francophonie vivante, par un dialogue parlementaire ancien et par une confiance réciproque entre nos acteurs économiques. À cet égard, le lien avec le Québec occupe une place centrale, et j'y suis naturellement très attaché en tant que président du groupe d'amitié France–Québec. Ainsi, depuis 2003, sénateurs français et parlementaires québécois se rencontrent de façon alternée.

La table ronde consacrée aux opportunités d'investissement a permis de mettre en lumière, de façon très concrète, le rôle singulier du Québec comme porte d'entrée privilégiée pour les entreprises françaises. Cette réalité, je l'ai constatée de manière très directe lors du déplacement du groupe d'amitié au Québec en septembre 2025.

Au cours de cette mission, nous avons pu mesurer à quel point les autorités québécoises souhaitent approfondir encore les partenariats économiques avec la France, dans une logique de co-investissement, de relocalisation industrielle et de partage de compétences. Les échanges ont notamment porté sur des secteurs stratégiques tels que l'aéronautique, l'intelligence artificielle, les industries culturelles et créatives, l'agroalimentaire à haute valeur ajoutée, ainsi que la transition énergétique et les technologies vertes.

Nous avons également perçu une attente très forte en matière de reprise d'entreprises, de partenariats industriels et de transferts de savoir-faire, dans un contexte où le Québec cherche à sécuriser ses chaînes de valeur et à diversifier ses débouchés internationaux. La proximité linguistique et culturelle, mais aussi la convergence de nos modèles économiques et sociaux, constituent à cet égard des atouts considérables pour les entreprises françaises.

Les messages entendus aujourd'hui sont parfaitement cohérents avec ces constats : le Québec et le Canada plus globalement offrent un environnement stable, innovant et accueillant, à condition de s'inscrire dans une démarche de long terme, bien préparée et accompagnée. Le rôle de Business France et des relais institutionnels dont

nous disposons dans ce pays est essentiel, et les témoignages partagés l'ont clairement démontré.

Mais cette réflexion économique s'inscrit dans un contexte plus large. Les interventions de cette journée ont mis en lumière un moment charnière dans la relation du Canada avec son voisin américain, jusque-là symbiotique : je le rappelle, le Canada était, en 2024, la première destination des exportations américaines et le troisième fournisseur des États-Unis, qui représente plus des trois quarts de ses exportations. La hausse brutale des droits de douane, les tensions commerciales et les logiques de domination assumées ont profondément ébranlé les fondements d'un écosystème économique hautement intégré. Pour le Canada comme pour la France, la pression américaine agit aujourd'hui comme un révélateur.

Face à cette situation, nos amis canadiens et québécois regardent davantage au-delà de l'Atlantique, notre « *mare nostrum* », vers l'Europe notamment. Certes, le Canada ne deviendra sans doute jamais le 28^{ème} État de l'Union européenne, même si son souverain est européen. Pas davantage que le 51^{ème} État des États-Unis, d'ailleurs. Toutefois, son rapprochement de la « vieille Europe » paraît inexorable. Rappelons ici que le Canada est membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) depuis sa création et dispose également, depuis 1996, d'un statut d'observateur officiel au sein du Conseil de l'Europe.

Plus globalement, ce mouvement de diversification des partenariats économiques et stratégiques semble profond et durable. En juillet 2024, le Canada a officiellement intégré une partie du programme cadre [Horizon Europe](#) et participe depuis décembre 2025 au programme européen d'aide à l'industrie de défense.

Cette évolution ouvre un espace nouveau pour un rapprochement économique renforcé entre la France et le Canada, fondé sur des valeurs communes, le respect des

souverainetés et la conviction que l'union des puissances moyennes est une force, comme l'a souligné récemment avec clairvoyance le Premier ministre Mark Carney.

Au terme de cette journée, j'espère que chacun d'entre vous repartira avec des informations utiles, des contacts concrets et l'envie de transformer ces échanges en projets réels. C'est précisément l'objectif de ce colloque.

Je vous remercie à nouveau pour votre présence, votre engagement et la qualité de nos échanges.

Vive l'amitié franco-canadienne,

Vive l'amitié franco-qubécoise,

Et vive l'avenir partagé de la France et du Canada.

Je vous remercie de votre attention.